



# Conseil économique et social

Distr. générale  
13 avril 2017  
Français  
Original : anglais

## Commission économique pour l'Europe

Comité directeur des capacités  
et des normes commerciales

### Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles

Section spécialisée de la normalisation  
des plants de pomme de terre

Quarante-quatrième session  
Genève, 29 mars (après-midi)-31 mars 2017

## Rapport de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre sur sa quarante-quatrième session

### I. Introduction

1. La réunion de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre a été présidée par M. John Kerr (Royaume-Uni). L'administrateur chargé de la Division du commerce et de la coopération économique de la Commission économique pour l'Europe (CEE), M. Mika Vepsäläinen, a ouvert la quarante-quatrième session et souhaité la bienvenue aux représentants présents. Il a remercié le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles de sa participation active et de son travail très utile.
2. Notant que l'ONU avait renforcé l'attention accordée aux objectifs de développement durable (ODD), M. Vepsäläinen a rappelé la place de ces objectifs dans les travaux du Groupe. Il a félicité le Groupe d'avoir organisé ses travaux en fonction des ODD et indiqué en quoi ils contribuaient à la réalisation de ces objectifs. Il a souligné que cette entreprise servirait de modèle à toutes les autres sections spécialisées relevant du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7) dans leur réflexion sur les moyens de contribuer à la réalisation des cibles en matière de développement durable.
3. M. Vepsäläinen a remercié toutes les délégations de leurs contributions et de leur détermination à faire avancer le débat et mener à bien le programme de la session.

### II. Participation

4. Des représentants des pays ci-après ont participé à la session : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Australie, Belgique, États-Unis d'Amérique, France, Israël, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.



5. Un représentant de l'Association européenne des semences (ESA) a également assisté à la réunion.

### **III. Adoption de l'ordre du jour**

6. Les délégations ont adopté l'ordre du jour provisoire.

### **IV. Faits notables survenus depuis la dernière session**

7. Le secrétariat a informé la Section spécialisée du fait que la CEE allait subir d'importantes coupes budgétaires pendant l'exercice biennal en cours et pendant l'exercice 2018-2019, lesquelles viseraient notamment des postes, les services conseil, les services d'impression et le financement des voyages. Pour le moment, le secrétariat du Groupe de travail continuait de disposer de fonds alloués aux projets, ce qui compensait en partie la baisse du budget. Les activités de collecte de fonds se poursuivraient.

8. En outre, le secrétariat a rendu compte de la conférence internationale sur les pertes et gaspillages alimentaires, organisée conjointement avec le Bureau de Genève de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui s'est déroulée le 10 novembre 2016, pendant la session du WP.7. Des orateurs représentant des États, des services d'inspection, des chaînes de magasins et des organisations de la société civile ainsi que des producteurs ont examiné l'incidence des normes de qualité sur les pertes alimentaires, s'agissant notamment des normes privées et des prescriptions techniques. Les participants ont généralement convenu que les normes de qualité de la CEE, notamment la Norme pour les plants de pomme de terre, contribuaient à améliorer la production de produits de bonne qualité et, ainsi, à réduire les pertes alimentaires en amont de la chaîne logistique.

9. Le secrétariat a aussi noté que le débat sur la traçabilité progressait et que certaines recommandations, émanant pour la plupart d'organismes d'inspection de la nourriture et ciblant spécialement les produits frais, seraient examinées plus avant pendant la prochaine session de la Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais, en mai 2017. Ces travaux se poursuivraient dans le cadre du WP.7 et des études de cas sur la traçabilité seraient effectuées. La Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre a proposé de fournir des exemples de traçabilité de plants de pomme de terre.

10. Le secrétariat a annoncé que la prochaine session du Comité directeur des capacités et des normes commerciales se tiendrait les 12 et 13 avril 2017 et la soixante-septième session de la CEE les 26 et 27 avril 2017. Elle donnerait lieu à une manifestation parallèle mettant en avant les activités du WP.7, notamment celles des sections spécialisées.

11. Le secrétariat a indiqué que dans le cadre des coupes budgétaires, les fonds destinés aux travaux contractuels d'imprimerie avaient été supprimés. Cela avait entraîné un important retard dans la publication des guides sur les plants de pomme de terre. La Section a vivement protesté contre la réduction du budget d'un domaine qui confèrait une valeur ajoutée aux travaux du Groupe et était reconnue comme étant d'une grande utilité. Les membres de la Section spécialisée pouvaient exprimer leurs préoccupations au niveau du Groupe de travail et adresser une lettre officielle au Secrétaire exécutif. Ils pouvaient aussi le faire par l'entremise des instances gouvernementales et diplomatiques, en particulier par les missions permanentes auprès du Siège des Nations Unies à New York.

12. Un grand nombre d'exemplaires du Guide de la CEE-ONU sur les maladies, parasites et défauts des plants de pomme de terre avaient été imprimés et distribués. La demande ayant été très élevée, il n'y avait plus de guides en stock. La Section ne disposait pas des fonds nécessaires pour un nouveau tirage. L'Australie a indiqué qu'il serait peut-être possible de diffuser le guide au moyen d'une application gratuite (*Disease Guide App*). Tout progrès réalisé dans l'élaboration de cette application serait communiqué en temps voulu à la Section spécialisée. Le Guide de l'inspection sur pied des plants de pomme de terre était disponible en ligne et serait bientôt prêt à être imprimé. Les deux

guides adoptés en novembre 2016 (« Inspection des lots de plants de pomme de terre » et « Mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre » seraient disponibles en ligne au cours des prochaines semaines. Les délégations avaient été invitées à fournir au secrétariat pendant les semaines à venir des photos en haute résolution qui serviraient à illustrer ces guides.

13. S'agissant de la traduction dans d'autres langues de l'ONU, le secrétariat a expliqué que la CEE ne pourrait pas s'en charger sans un apport financier complémentaire de l'extérieur. La délégation des États-Unis a indiqué que l'Office national américain de la pomme de terre (National Potato Board) s'était dit prêt à en faire imprimer une version en espagnol et à la transmettre à la CEE sous forme électronique. Le secrétariat enverrait à la délégation des États-Unis une clause de limitation de responsabilité indiquant que le texte de la version originale (en anglais) primait sur toute traduction informelle.

## V. Taille de l'échantillon

14. Le Rapporteur de la Nouvelle-Zélande a examiné la proposition sur la taille des échantillons et sur les deux manières envisagées pour adjoindre à la Norme de la CEE des orientations sur ce plan qui soient de nature à susciter le niveau de confiance recherché. Il a été convenu lors de réunions précédentes d'adopter une approche plus intégrée des méthodes statistiques dans l'annexe IX de la Norme (inspection des tubercules) et d'ajouter l'inspection sur pied. Le Rapporteur a exposé les deux options. L'option 1 consistait à exprimer les niveaux de tolérance avec une limite de confiance (tableau 1), à savoir le nombre de plants à inspecter pour garantir, à un niveau de confiance donné, le non-dépassement des tolérances. Selon cette option, les tolérances assorties d'une limite de confiance nécessitaient le comptage d'au moins 3 000 plants. L'option 2 prévoyait un intervalle supérieur de confiance de 95 % pour la taille réelle de l'échantillon et le nombre de défauts constatés. Cette deuxième option était plus proche de la pratique habituellement suivie avec les autres semences pour la grande culture.

15. Dans les débats qui ont suivi, des délégations ont indiqué que la plupart des inspecteurs et producteurs s'appuyaient sur une approche chiffrée (arithmétique) et qu'il pourrait être difficile de passer à des degrés de confiance ne conduisant pas nécessairement aux mêmes résultats chiffrés. Le besoin s'est imposé de trouver un équilibre entre les préoccupations des consommateurs/acheteurs et celles des producteurs. Lors de débats antérieurs, il avait été suggéré de définir des niveaux supérieurs et inférieurs pour éviter une approche trop normative. Une telle approche pourrait être envisagée dans le cas de l'inspection sur pied, comme cela avait déjà été fait pour l'inspection des tubercules (annexe IX de la Norme).

16. Les délégations sont convenues que les tableaux étaient riches en informations et qu'ils offraient des indications utiles aux organismes de certification. Il a donc été décidé d'incorporer à titre d'information le tableau 1 (p. 3) et le tableau 4 (p. 5) dans l'annexe IX de la Norme et de supprimer la colonne de droite du tableau 4. Il a également été décidé que l'annexe IX deviendrait une « annexe consacrée à l'échantillonnage » et qu'un groupe de travail devrait s'employer à intégrer le tableau 1 et le tableau 4 tel que modifié (sans la colonne de droite) dans la Norme (le tableau 1 du document INF.1 ne serait pas inclus). Un groupe de travail dirigé par la Nouvelle-Zélande élaborerait à cet effet, avec la collaboration de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, une proposition en vue de la session de 2018 de la Section spécialisée.

## VI. Jambe noire dans les plants de pomme de terre – Examen de la position de la Section spécialisée

17. La délégation française a examiné les modifications proposées au document INF.3. Après en avoir débattu, la Section spécialisée a modifié, révisé et adopté plusieurs changements proposés et ajouté une référence au Guide de la CEE sur les maladies, parasites et défauts des plants de pomme de terre. Un certain nombre de délégations ont décrit leur propre approche de la *Dickeya*, que de nombreux pays ne considèrent pas

comme une maladie quarantenaire, mais plutôt comme une atteinte de type jambe noire, assortie d'une tolérance zéro dans la plupart des cas. Il a toutefois été souligné que les recherches en cours à ce sujet n'avaient pas encore abouti.

18. En outre, la Section spécialisée a examiné les observations présentées par le Kenya sur la question de la tolérance zéro à l'égard de la jambe noire dans les conditions tropicales, soit celles que connaît le Kenya. Plusieurs délégations ont fait observer qu'une telle mesure n'était pas courante ou ne pouvait pas s'appliquer dans les pays où ils produisent. La déclaration de la Section spécialisée sur la jambe noire a donc été modifiée pour y incorporer la phrase suivante : « Conformément au Guide de la CEE sur la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre, les autorités désignées souhaiteront peut-être adopter des tolérances plus strictes si cela s'accorde avec leurs conditions de production. ».

19. La Section spécialisée informera le Groupe de travail de ces modifications à la déclaration, dont elle a prié le secrétariat de publier la nouvelle version après sa session. La délégation française fournira la traduction française de la déclaration.

## **VII. Guide sur la production de minitubercules**

20. La Section spécialisée a débattu de la nécessité d'élaborer un guide sur la production des minitubercules qui pourrait traiter de certaines questions particulières visées dans la Norme de la CEE mais pas dans la Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 33 (« Matériel de micropropagation et minitubercules de pomme de terre (*Solanum* spp.) exempts d'organismes nuisibles et destinés au commerce international ») (NIMP n° 33), qui s'adresse aux experts.

21. Le représentant de l'Australie a brièvement passé en revue les diverses pratiques en matière de production de minitubercules qui avaient été décrites dans les documents soumis par les délégations de l'Afrique du Sud, de la France, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni. Il a fait observer que la plupart des pays s'étaient dotés de guides et de pratiques conformes à la NIMP n° 33. S'il y avait certaines différences entre les systèmes nationaux, les similitudes entre ces systèmes étaient très nombreuses, et il lui semblait qu'il serait peut-être nécessaire d'élargir aux minitubercules le débat sur les régimes de semences.

22. L'intervenant a en outre présenté un tableau récapitulatif des questions qui n'avaient pas été prises en compte dans la NIMP n° 33, notamment la production in vivo et in vitro et la production sur le terrain, la conformité des stocks au type variétal, le rôle de l'organisme de certification, les procédures minimales d'analyse et d'échantillonnage des cultures, les instructions officielles concernant l'étiquetage, les prescriptions relatives au dépistage d'agents pathogènes, la terminologie et l'acceptation des minitubercules importés. Il a été souligné que si la NIMP n° 33 était la norme pertinente pour le commerce international, un nouveau guide de la CEE pourrait constituer au plan interne une source utile de renseignements pour les régimes de semences. Un tel guide devrait éviter tout double emploi, combler les lacunes de la NIMP n° 33, créer de la valeur ajoutée et faire le lien avec la Norme de la CEE.

23. La Section spécialisée a décidé de produire une version préliminaire du projet de guide sur la production et la micropropagation des minitubercules en accord avec les grandes lignes énoncées plus haut et sous la conduite des délégations des Pays-Bas, de la France, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du Sud.

## **VIII. Étude des méthodes de détection des virus de la pomme de terre**

24. Le représentant de l'Australie a examiné la version finale du projet d'étude. La Section spécialisée a accepté cette version révisée, destinée à être envoyée sous forme d'enquête en ligne accompagnée du texte de l'étude au format électronique pour faciliter la tâche des répondants. Ils auraient deux mois pour y donner suite.

25. La Section spécialisée a remercié les délégués de la Finlande et du Royaume-Uni pour le travail accompli dans ce cadre. Les délégations de la Suède et de la France ont fourni des informations sur une nouvelle méthode de détection des virus en Suède ainsi que sur la fiabilité de détection du virus Y de la pomme de terre dans les tubercules de pomme de terre en France. Dès que les résultats de l'enquête seraient disponibles, les pays seraient invités à préparer des exposés pour faciliter la poursuite des débats à la session de 2018 de la Section spécialisée.

## **IX. Étude sur les méthodes de détection des bactéries**

26. Les délégations ont approuvé l'élaboration d'une étude sur les méthodes de détection des bactéries. La Section spécialisée est tombée d'accord pour entreprendre des travaux dans ce domaine. Les délégations d'Israël, du Royaume-Uni et des États-Unis ont proposé d'élaborer une version préliminaire du projet d'étude, qui serait examinée à la prochaine réunion des rapporteurs.

27. La Section spécialisée a décidé que cette étude devrait couvrir les maladies bactériennes *Pectobacterium*, *Dickeya*, *Clavibacter* et *Ralstonia*.

## **X. Examen des inspections axées sur les risques**

28. Plusieurs délégations ont décrit succinctement la situation et les pratiques en matière d'inspections axées sur les risques dans leur pays respectif. Aux Pays-Bas, le système informatique était en cours de refonte et, lorsque le mode d'enregistrement des résultats des inspections aurait été revu, il deviendrait plus facile de faire progresser les inspections axées sur les risques. Des détails supplémentaires seraient apportés pendant la prochaine réunion des rapporteurs. La délégation australienne a indiqué que l'Australie disposait d'un programme qui permettait aux agriculteurs d'inspecter leurs propres plants de pomme de terre pour autant qu'ils satisfassent à des critères strictement définis notamment en matière de formation et de compétences. Le service officiel d'inspection procédait régulièrement à des contrôles inopinés et, en cas d'infraction, les intéressés se voyaient infliger des amendes. Seuls les agriculteurs ayant gagné la confiance des autorités responsables participaient à ce programme, qui avait permis d'alléger la charge de travail des inspecteurs. Selon la législation de l'Union européenne, les autorités désignées étaient seules habilitées à mener des inspections et des activités de certification. En Écosse, les inspections supplémentaires étaient menées selon une approche fondée sur les risques afin de garantir des plants de meilleure qualité. Cette approche, qui avait été expliquée aux cultivateurs, permettait de diriger les ressources vers des zones à haut risque dans lesquelles les inspections officielles devaient être plus fréquentes.

29. En Afrique du Sud, l'autorité désignée hésitait à déléguer des pouvoirs. Elle était surtout préoccupée par la manière dont les agriculteurs pouvaient traiter les situations conflictuelles ou ambiguës – particulièrement dans le cas des inspections de tubercules, moins dans le cas des inspections sur le terrain. Il semblait aussi difficile de définir des critères solides pour la sélection et l'accréditation des cultivateurs autorisés à mener des activités sous surveillance officielle. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande a indiqué que son système de certification autorisait des organismes à mener des activités conduisant à la certification à condition qu'ils satisfassent à des critères rigoureux tels que la formation, la traçabilité et l'indépendance du personnel, ainsi qu'aux critères fixés par la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), et qu'ils se soumettent à des audits.

30. Il a été décidé que cette question resterait inscrite à l'ordre du jour de la Section spécialisée et serait examinée plus en détail lors de la prochaine réunion des rapporteurs.

## **XI. Pertes/gaspillages alimentaires – Le cas de la certification des plants de pomme de terre**

31. Le Président a donné un bref aperçu des débats sur les pertes alimentaires qui avaient eu lieu pendant la réunion du WP.7 et pendant la conférence internationale sur les pertes et gaspillages alimentaires tenue en novembre 2016. Les délégations de la France, d'Israël et des États-Unis avaient rédigé un projet de document technique très instructif traitant le point visé de l'ordre du jour à la lumière de la certification des plants de pomme de terre.

32. La Section spécialisée a examiné ce projet et en a établi une version plus courte à l'intention du grand public. Une version plus longue serait établie pour un public d'experts à la prochaine session. Le Groupe de travail apportera la dernière touche à la version abrégée à laquelle des chiffres et des photos seront ajoutés dans les semaines à venir.

## **XII. Pomme de terre à semences véritables**

33. Le représentant des Pays-Bas a fait le point de l'évolution de la situation au niveau de l'Union européenne (UE), où une expérience sur la pomme de terre à semences véritables avait été tentée à l'intention des pays en mesure d'y prendre part. Cette expérience devait porter sur les variétés figurant dans la liste et sur celles qui étaient en phase de test. En 2017, une seule entreprise avait présenté aux Pays-Bas une demande concernant une variété hybride tétraploïde. La procédure d'obtention des droits des phytogénéticiens pour cette variété en était au stade final. Il serait alors possible de l'intégrer à l'expérience menée par l'UE. Toutefois, il faudrait d'abord apporter des modifications aux règlements phytosanitaires de l'Union européenne. Le représentant des Pays-Bas a également noté que l'uniformité des variétés tétraploïdes était inférieure à celle des variétés courantes. Cela pourrait entraîner des difficultés également dans l'application de la Norme et sur le plan de la certification, et nécessiter de définir des tolérances en matière d'uniformité.

34. Le représentant de la France a fait observer que c'était un domaine entièrement nouveau pour l'Union européenne. Si la volonté de mener l'expérience existait, celle-ci n'avait pas encore démarré, faute de variété inscrite. L'intervenant a également souligné que le protocole de l'expérience exemptait la législation de l'UE d'un certain nombre de prescriptions, s'agissant notamment des questions de pureté variétale (sans objet ici), des défauts externes ainsi que du calibrage et des différences de calibre. Il a fait observer qu'à l'heure actuelle, le nombre de variétés sur le marché et les informations disponibles étaient insuffisants, ajoutant que les nouvelles technologies pouvaient être source de problèmes. Pour la délégation des Pays-Bas, l'avenir était peut-être dans ce type d'expérience, mais celle-ci serait abandonnée faute de résultats concluants.

35. Si les droits des phytogénéticiens étaient obtenus pour des variétés hybrides, un choix devrait être fait entre inscrire ces variétés dans le Catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, lesquelles pouvaient être commercialisées dans l'UE, ou les intégrer aux systèmes de certification nationaux. La délégation des Pays-Bas a exprimé l'opinion que l'expérience devrait aussi porter sur les variétés non répertoriées au bénéfice des droits des phytogénéticiens. Une telle mesure serait possible aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. Plusieurs délégations ont tenu à souligner l'importance qu'elles attachaient à l'évaluation de la diversité des nouvelles variétés.

36. La Section spécialisée a décidé de maintenir ce point à l'ordre du jour pour en suivre l'évolution future et évaluer le rôle de la certification.

## **XIII. Liste des programmes nationaux de certification des plants de pomme de terre**

37. La Section spécialisée a examiné la liste des systèmes nationaux de certification. La délégation allemande avait établi cette liste très utile en utilisant des informations fournies par des pays de l'Union européenne. Le représentant de l'Allemagne avait aussi contacté des

organismes non membres de l'UE et avait jusque-là reçu des réponses de la Norvège, de la Serbie et de la Suisse. Les délégations ont été invitées à compléter les informations manquantes car la liste serait ultérieurement publiée sur la page Web de la CEE.

38. À l'examen de la seconde liste (coordonnées des autorités), il a été décidé de remplacer le titre par « Autorités habilitées à certifier », l'objectif étant d'établir une liste plus complète et inclusive qui serait enrichie des éléments d'information fournis par les représentants. Cette liste servirait de liste de distribution dans le cadre de l'enquête sur la détection de virus.

39. La Section spécialisée a décidé de revoir la définition de l'expression « autorité désignée », qui est utilisée dans la norme CEE-ONU (p. 6), et de proposer une nouvelle formule et de nouveaux éléments de terminologie à sa prochaine session, en 2018. Ces travaux seraient menés par le Président et les Vice-Présidents de la Section spécialisée, avec la collaboration de la Nouvelle-Zélande.

#### **XIV. Objectifs de développement durable (ODD) et travaux de la Section spécialisée**

40. La Section spécialisée a étudié le document, qui avait été présenté par le Président et le secrétariat et établi avec la participation de la Finlande, de la France et du Royaume-Uni. Le Groupe de travail avait recensé les travaux de la Section spécialisée à la lumière des quatre objectifs de développement durable (considérés comme les plus pertinents) et de leurs cibles. En s'appuyant sur les résultats de cette mise en correspondance, le secrétariat avait créé une affiche et rédigé un texte susceptible d'être sélectionné et adapté. Les objectifs de développement durable avaient été adoptés par tous les États Membres de l'ONU en 2015 et le programme de développement des Nations Unies serait guidé par ces objectifs jusqu'en 2030. L'élaboration de ces pièces et la publication du document décrivant la contribution de la Section spécialisée à la promotion des objectifs de développement durable apparaissait ainsi particulièrement opportune sur le plan tant technique que politique. La CEE et ses États membres pourraient utiliser l'affiche et le travail de mise en correspondance à des fins de promotion et d'éducation.

41. La Section spécialisée a mis la dernière touche aux messages et au texte devant figurer sur l'affiche, décidé de se concentrer sur trois objectifs de développement durable et adopté le titre « Les objectifs de développement durable et la Norme de la CEE pour les plants de pomme de terre ». Le Groupe de travail (Australie, France, Finlande et Royaume-Uni) en établirait la version finale en collaboration avec le secrétariat. Les délégations ont été invitées à fournir des photos en haute résolution à titre d'illustration. Il a été décidé de créer un lien vers les autres activités de la Section (dont la brochure promotionnelle).

#### **XV. Promotion et renforcement des capacités – Examen de la brochure d'information**

42. La délégation allemande a présenté le premier projet de brochure promotionnelle qui a été examiné par le Groupe de travail. Le contenu de la brochure serait aligné sur le texte du projet de guide sur la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre. Les délégations des Pays-Bas et de l'Australie ont intégré le Groupe de travail (République tchèque, Finlande, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis). Le projet dans sa version actuelle serait diffusé pour observations.

43. La délégation des Pays-Bas a suggéré la tenue d'un débat sur l'élaboration d'une plateforme d'apprentissage en ligne à la prochaine réunion des rapporteurs.

44. Le secrétariat a informé les délégations qu'un nouveau projet sur la réduction des pertes alimentaires pourrait voir le jour et donner lieu à un apport de fonds pour le renforcement des capacités dans des domaines couverts par la Section spécialisée.

## **XVI. Suite des travaux**

45. La Section spécialisée a décidé d'inscrire à son ordre du jour pour 2018 les questions ci-après :

- Échantillonnage – statistiques
- Guide sur la production et la micropropagation des minitubercules
- Étude des méthodes de détection de virus de la pomme de terre
- Étude sur les méthodes de détection des bactéries
- Examen des inspections axées sur les risques
- Pertes et gaspillages alimentaires
- Pomme de terre à semences véritables
- Actualisation de la liste des systèmes de certification nationaux
- Actualisation de la liste des autorités désignées et de la norme
- Présentation de rapports sur les objectifs de développement durable et les travaux de la Section
- Brochure sur la promotion et le renforcement des capacités
- Rapports sur les pratiques en matière de certification et de recherche dans divers pays (sujets à déterminer).

## **XVII. Questions diverses**

46. La délégation des Pays-Bas a invité la Section spécialisée à une réunion informelle des rapporteurs qui se tiendrait à Emmeloord (Pays-Bas), du 27 au 29 septembre 2017. Il a été décidé à titre provisoire que la prochaine session de la Section spécialisée se déroulerait du 19 au 21 mars 2018. Une réunion informelle des rapporteurs serait organisée avant ou pendant le Congrès mondial de la pomme de terre, qui se tiendrait à Cuzco (Pérou), du 27 au 31 mai 2018.

47. Les membres de la délégation belge ont annoncé que la Belgique avait établi une brochure d'orientation et de référence destinée aux inspecteurs et aux agriculteurs belges qui avait été très bien accueillie. Elle reproduisait une information condensée dans un petit format.

## **XVIII. Élection du bureau**

48. La Section spécialisée a élu M. John Kerr (Royaume-Uni) Président et M<sup>me</sup> Hanna Kortemaa (Finlande) et M. Nigel Crump (Australie) Vice-Présidents.

## **XIX. Adoption du rapport**

49. La Section spécialisée a adopté le rapport de sa quarante-quatrième session (ECE/CTCS/WP.7/GE.6/2017/2). La prochaine session aura lieu à Genève (Suisse) du 19 au 21 mars 2018.

---